Délibération affichée,
rendue exécutoire,
après transmission au
Contrôle de la Légalité
le : 29/06/16

DEPARTEMENT DES YVELINES

AR n° : 078-227806460-20160620-lmc192935-DE-1-1

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du lundi 20 juin 2016

POLITIQUE C06 SDIS ET GENDARMERIES**BÂTIMENTS DÉPARTEMENTAUX****GENDARMERIE D'ECQUEVILLY****RÉÉVALUATION DU COÛT DE L'OPÉRATION DE TRAVAUX**

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 27 mai 2005 relative au plan pluriannuel d'investissement dans les casernes de gendarmeries 2005-2011,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 22 janvier 2009 adoptant une opération de restructuration et d'extension par création de 5 logements et 3 studios et extension des locaux de services de la caserne de gendarmerie d'Ecquevilly pour un montant total prévisionnel de 4 685 000 € TTC, et décidant de l'individualisation de l'autorisation de programme correspondante,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 12 juillet 2013 décidant la création d'un lot spécifique intitulé « désamiantage-démolition suite à dégradations » concernant les deux bâtiments « Mille Club » et le vestiaire situés rue du Bel Air à Ecquevilly, dans le cadre de l'opération de restructuration et d'extension par création de 5 logements et 3 studios et extension des locaux de services de la caserne de gendarmerie d'Ecquevilly,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Sa commission Travaux, Infrastructures et Grands projets innovants entendue,

Sa commission des Finances et des Affaires européennes et générales consultée,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Décide l'augmentation de la dépense prévisionnelle pour l'opération de restructuration et d'extension de la caserne de gendarmerie d'Ecquevilly par création de 5 logements et de 3 studios et extension des locaux de services de 4 685 000 € TTC à 6 100 000 € TTC et une individualisation complémentaire de 1 415 000 € TTC de l'autorisation de programme de cette opération.

Autorise le Président du Conseil Départemental à effectuer au nom du Département toute demande d'autorisation de construction ou d'aménagement relative à cette opération.

Autorise le Président du Conseil Départemental à solliciter le cas échéant des subventions auprès de l'Etat, du Conseil Régional et des autres organismes financeurs, et à conclure, éventuellement, avec ces partenaires une convention relative à ces financements.

Dit que les travaux seront imputés au chapitre 23, article 231318 du budget départemental.